

COMMUNIQUE DE PRESSE

Montreuil le 17 novembre

À peine nommé ministre du Logement, Vincent Jeanbrun ressort la feuille de route de la droite la plus réactionnaire, proposant un compromis entre Christine Boutin, Margaret Thatcher et le désormais célèbre Guillaume Kasbarian.

Interviewé le 16 novembre dans le JDD, il reprend à son compte une proposition chère à la droite : mettre fin au logement social « à vie ».

La ficelle est grossière. Favoriser le turn-over en HLM détourne du vrai problème : le désengagement de l'État dans le logement social.

Le vrai problème n'est pas la « faible rotation » du parc social (moins de 8 % en 2023), mais l'absence totale de solutions pour les 2,87 millions de familles en attente d'un HLM pour être protégées face à un marché saturé et des loyers explosifs.

Le marché privé ne résout pas la crise du logement : il accentue les inégalités

« *J'aspire à une France des propriétaires* », affirme Vincent Jeanbrun, paraphrasant Valéry Giscard d'Estaing, qui exaltait jadis le modèle pavillonnaire. Le gouvernement Lecornu suit la même ligne : alors que les APL pour les étudiants étrangers sont supprimées, le PLF multiplie les cadeaux au privé : prolongation des exonérations de plus-value et de taxe foncière sur les terrains à bâtir, allègement des droits de donation jusqu'à 100 000 € en cas de réinvestissement immobilier.

Le statut du bailleur privé, avantage fiscal pour le locatif, est adopté en « contrepartie » de la réduction de la RSL à 600 millions d'euros en 2026. Une victoire pour les bailleurs... mais amère : en dix ans, 11 milliards d'euros ont déjà été accordés aux propriétaires privés soit presque l'équivalent de la RSL ou de 70 000 logements sociaux.

Quant à la loi Kasbarian-Bergé (2023), jugée utile mais insuffisante par le ministre, il propose d'en durcir encore l'application afin d'accélérer les expulsions, alors que 25 000 ménages ont déjà été mis dehors en 2024.

Le marché privé ne résout pas la crise du logement : il accentue les inégalités sociales.

Nous n'avons pas besoin d'un ministre porte-parole de la FNAIM

La doctrine du « moins d'État, plus de marché, plus de répression » n'a qu'un effet : exclure une partie croissante de la population. L'obsession du marché ne peut conduire à la rupture avec notre pacte social et au mépris des droits de l'homme. Nous n'avons pas besoin d'un ministre porte-parole de la FNAIM, mais d'un ministre garant de l'intérêt général !

Face à la crise du logement, la CNL exige un vrai plan d'urgence et un budget 2026 à la hauteur :

- Gel immédiat des loyers et moratoire sur les charges
- Suppression de la RSL et construction massive de logements sociaux
- Encadrement généralisé des loyers et renforcement du permis de louer
- Création d'une Sécurité sociale du logement avec une caisse nationale de protection locative

La CNL continuera de défendre les locataires et de porter des solutions ambitieuses pour faire du logement un droit, pas un marché.